

Dijon, le 07 juillet 2022

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 817

modifiant l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2011 autorisant la société AMORA MAILLE à exploiter une unité de fabrication et de conditionnement de condiments sur le territoire de la commune de Chevigny-Saint-Sauveur

Le Préfet de la Côte-d'Or

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu la directive 2008/105/EC du 24 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau ;

Vu le code de l'environnement, notamment le livre II et le Titre 1er du livre V ;

Vu en particulier les articles R211-11-1 à R211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel « coquilles » du 25 juin 2018 modifiant une série d'arrêtés ministériels relatifs à certaines catégories d'installations classées ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2011 autorisant la société AMORA MAILLE à exploiter une unité de fabrication et de conditionnement de condiments sur le territoire de la commune de Chevigny-Saint-Sauveur ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°1030 du 30 juin 2016 modifiant l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2011 susvisé ;

Vu le dossier de porter à connaissance du préfet déposé en préfecture le 20 septembre 2018 par la société AMORA MAILLE (groupe Unilever) relatif à une demande d'augmentation de débit de prélèvement ;

Vu le dossier de porter à connaissance du préfet déposé en préfecture le 12 octobre 2019 par la société AMORA MAILLE (groupe Unilever) relatif aux modifications du poste d'alimentation électrique du site, suite à l'incendie de ce dernier du 1^{er} juillet 2019 ;

Vu le dossier de porter à connaissance du préfet déposé en préfecture le 23 décembre 2021 par la société AMORA MAILLE (groupe Unilever) relatif à la mise en place de la filière Maïzena sur le site ;

Vu le rapport du 11 avril 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 25 mai 2022 ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par lettre en date du 18 juin 2022 ;

CONSIDÉRANT que l'entrée en application de l'arrêté RSDE du 24 août 2017 vient modifier les valeurs limites d'émission applicables au site d'AMORA MAILLE ;

CONSIDÉRANT que la détermination des valeurs limites d'émission applicables au site sont liées à la compatibilité des rejets avec le cours d'eau final récepteur ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT l'enjeu particulier du bon fonctionnement de la station d'épuration communale ;

CONSIDÉRANT l'enjeu particulier du bon état de la masse d'eau réceptrice finale ;

CONSIDÉRANT que les dossiers de porter à connaissance induisent une mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 18 octobre 2011 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Côte d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION

La société AMORA MAILLE dont le siège social est situé à Chevigny-Saint-Sauveur, 3 rue des Serruriers, qui est autorisée à exploiter à la même adresse, une unité de fabrication et de conditionnement de condiments, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – ARTICLES SUPPRIMÉS

Les articles 3, 4 et 5 de l'arrêté préfectoral n°1030 du 30 juin 2016, les articles 4.3.3 (partie « eaux usées »), 4.3.5, 4.3.7, 4.3.9.1, 9.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 2011 sont abrogés et remplacés par les prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 3 – NATURE DES INSTALLATIONS

Article 3.1 – Quantités de produits fabriqués sur le site

En complément du tableau présenté à l'article 1.1.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 2011, le site est autorisé à conditionner sur le site de Chevigny Saint Sauveur :

	Nature du produit	Quantité en tonne par jour en moyenne	Quantité en tonne par jour en pointe	Quantité en tonne par an
Produits conditionnés	Amidon de maïs dit « Maïzena »	62 T/jour	70 T/jour	15000

La filière dite « Amidon de maïs » fonctionnera en 3 x 8 heures en cycle normal. Elle pourra fonctionner certains week-ends en fonction de la saisonnalité.

Article 3.2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le présent article annule et remplace l'article 1.2.1 de l'arrêté d'autorisation du 18 octobre 2011 comme suit :

Rubriques ICPE	Descriptif	Quantité	Régime	AMPG applicable
3642.3	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour : a) Supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10 b) Supérieure à [300- (22,5 x A)] dans tous les autres cas où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de masse) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis	381,1 t/j	A	27/02/20

Rubriques ICPE	Descriptif	Quantité	Régime	AMPG applicable
	Nota. - L'emballage n'est pas compris dans la masse finale du produit. La présente rubrique ne s'applique pas si la matière première est seulement du lait.			
2265.1	Fermentation acétique en milieu liquide (mise en œuvre d'un procédé de) Le volume total des réacteurs ou fermenteurs étant : 1. supérieur à 100 m ³	376 m ³	A	
1510.2.b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m ³ b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.	203 559 m ³	E	11.04.17
2221.1	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, et des activités classées par ailleurs. La quantité de produits entrants étant : 1. Supérieure à 4 t/	10,4 t /j	E	23.03.12
4331.2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	100 t	E	16.07.12 03.10.10 18.04.08 01.06.15
4755.2	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : b) Supérieure ou égale à 50 m ³	76,3 m ³	DC	sans
2910.A.2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du	19,5 MW	DC	03/08/18

Rubriques ICPE	Descriptif	Quantité	Régime	AMPG applicable
	travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW			
2940.2b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/j b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j	81 kg/j	DC	02.05.02
2663.2.b	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 1 000 m3 mais inférieur à 10 000 m3	3220 m³	DC	14.01.00
1185.2	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	930,5 kg	DC	04.08.14
2563.2	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7 500 l	500 l	DC	27/07/15
4441.2	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	7 t	D	01/08/19
4130.2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	1,1 t	D	13.07.98

Le site présente également les activités ICPE correspondant aux rubriques n°1530,2160.2, 4725, 4719, 1630, 2925.1 sans toutefois atteindre le niveau de classement en déclaration et reste donc non classé pour ces rubriques.

Pour mémoire, les arrêtés ministériels s'appliquent de fait aux installations classées concernées dans les conditions définies dans les dits articles.

Article 3.2 – Consistance des installations autorisées

L'article 1.2.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 2011 est complété comme suit :

Bâtiment 23 : Lignes de conditionnement de l'amidon de maïs. La ligne de conditionnement de l'amidon de maïs occupera une surface de 900 m² dont 560 m² d'atelier au sein du bâtiment logistique

Bâtiment 24 : Stockage de palettes d'emballages vides (24 tonnes)

Bâtiment 25 : deux silos de stockage de l'Amidon de 69 m³

Bâtiment 26 : Locaux électriques (local HT en rez-de-chaussée et local DGBT à l'étage)

Bâtiment 27: Station d'épuration du site

Les autres bâtiments décrits à l'article 1.2.3 restant inchangés par ailleurs.

Le plan des installations est présenté en annexe 1 au présent arrêté.

ARTICLE 4 – PRÉLÈVEMENT EN EAU

L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 2011 est modifié comme suit :

« Les prélèvements en eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit (en m ³ /j)	
			Journaliser moyen	Journalier maximal
Réseau public	Chevign-Saint-Sauveur	188 000 (260 jrs * 720)	720	800

Le ratio de prélèvement par apport à la production du site est de 2,5 m³/ tonne de produits finis. »

ARTICLE 5– REJETS AQUEUX

Article 5.1 – Circulation des effluents et localisation des rejets Aqueux

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

La dilution des effluents est interdite, hormis celle résultant du rassemblement des effluents de même type de l'établissement ou celle nécessaire à la bonne marche des installations de traitement. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet à la sortie du périmètre de l'ICPE	Nom	N°1 - Rejet général	N°2 - Eaux pluviales
	Coordonnées en Lambert 933	X : 862,45 km Y : 6690,05 km altitude : 208,99 m	Rejet dans le collecteur communal DN800 traversant le site de part en part. Les eaux du collecteur se déversent un fine en aval du site AMORA dans un fossé, lieu dit CHEMIN DU MARAIS. X : 862, 80 km Y : 6690,26 km alt : 208,32
Nature des effluents		eaux usées industrielles : provenant des ateliers de fabrication eaux sanitaires	Eaux pluviales
Réseau de collecte et traitement si existant		<ul style="list-style-type: none"> - Station interne de pré-traitement physico-chimique des eaux usées industrielles (dégrillage et neutralisation à la soude et à l'acide sulfurique) - Bassin de lissage de 1000m3 (lissage des débits et de la qualité de l'effluent) - Station de traitement d'effluent (neutralisation à la soude et traitement physico-chimique (flottation à air dissous : DAF) permettant d'éliminer une partie de la pollution) 	Débourbeurs-déshuileurs, 4 de classe A, les autres de classe B. Les séparateurs de classe B reliés au réseau d'eaux pluviales seront remplacés pae des séparateurs de classe A dès que leur état le nécessitera.
Type de rejet en sortie du site		rejet canalisé vers la station d'épuration communale	rejet canalisé directement dans un cours d'eau
Pour un rejet canalisé vers la station d'épuration communale	Code station	60821171001	/
	Nom station	CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR	/
	Commune station	Chevigny-Saint-Sauveur	/
Cours d'eau final	Code masse d'eau	FRDR650b	FRDR650b
	Nom masse d'eau	La Norges à l'aval d'Orgeux	La Norges à l'aval d'Orgeux
	Coordonnées en Lambert 93	X : 862,12 km Y : 6690,13 km	X : 862,12 km Y : 6690,13 km

	au point de contact avec le cours d'eau	altitude : 207,54 m	altitude : 207,54 m
	QMNA5 (en L/s)	115	115

Article 5.2 – Gestion des ouvrages

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées aux rejets par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition ...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de (pré-)traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informera le gestionnaire du réseau d'assainissement communal et celui de la station d'épuration communale ; il mettra en œuvre un plan d'action visant à un retour à une situation normale dans les meilleurs délais.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés et portés périodiquement sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé sont notés sur un registre.

Article 5.3 – Autorisation de raccordement

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartiennent le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif en application de l'article L.1331.10 du code de la santé publique.

Article 5.4 – Dispositions générales

Le rejet respecte les dispositions des articles 22 et 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur ;
- suppression des émissions de substances dangereuses ;
- mise en place d'un programme de surveillance des émissions ;
- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau dans le cas des contrôles effectués par un laboratoire extérieur ;
- la réalisation de contrôles externes de recalage ;
- la déclaration des résultats d'autosurveillance sous GIDAF.

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides susceptibles d'être pollués est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et à permettre des interventions en toute sécurité ainsi que des prélèvements et mesures représentatives du rejet et du fonctionnement des installations. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police de l'eau, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet.

Article 5.5 – Valeurs limites d'émission

5.5.1) Pour l'ensemble des rejets.

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

5.5.2) Au point de rejet n°1 – rejet général.

Au point de rejet n°1, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- pour les macropolluants, jusqu'au 4 décembre 2023 :

Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux		Périodicité minimale d'autosurveillance
			Maximum journalier (en g/j par défaut)	Pour information, % de contribution du flux admissible sur la masse d'eau	
MES	1305	616	418 880	2,24 %	Hebdomadaire
DBO5	1313	3300	2 244 000	52,98 %	Hebdomadaire
DCO	1314	5000	2 400 000	42,82 %	Hebdomadaire
Azote global	1551	80	54 400	1,73 %	Hebdomadaire
Phosphore total	1350	10	4 800	16,05 %	Hebdomadaire

- pour les macropolluants, à partir du 5 décembre 2023 :

Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux		Périodicité minimale d'autosurveillance
			Maximum journalier (en g/j par défaut)	Pour information, % de contribution du flux admissible sur la masse d'eau	
MES	1305	616	418 880	2,24 %	Hebdomadaire
DBO5	1313	1000	480 000	16,05 %	Hebdomadaire
DCO	1314	1250	850 000	15,16 %	Hebdomadaire
Azote global	1551	80	54 400	1,73 %	Hebdomadaire
Phosphore total	1350	10	4 800	16,05 %	Hebdomadaire

- pour les autres paramètres :

Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux		Périodicité minimale d'autosurveillance
			Maximum journalier (en g/j par défaut)	Pour information, % de contribution du flux admissible sur la masse d'eau	
pH	1302	compris entre 5,5 et 8,5			Continue
Température	1301	≤ 30°C			Continue
Odeur		Absence de nuisances olfactives			
Débit	1552	Moyen : 480 m³/j Maximum : 700 m³/j			Continue
SEH	7464	300	204 000	/	Annuelle
Chlorures	1337	750*	360 000*	L	Annuelle*
Zinc	1383	0,03	14,4	12,35	Trimestrielle
Chloroforme	1135	0,03	14,4	38,53 %	Contrôle inopiné
Acide chloroacétique	1465	0,05	34	/	Trimestrielle
Manganèse	1394	0,24	115	/	Trimestrielle
Fer+Aluminium	7714	0,21	100	/	Trimestrielle
Etain	1380	0,003	1,44	6,42 %	Trimestrielle
AOX	1106	0,22	105,6	/	Trimestrielle
Hydrocarbures totaux	7009	0,1	48	/	Trimestrielle
Ion fluorure	7073	0,3	144	/	Trimestrielle
Nonylphénols	1958	0,006	2,88	8,90 %	Trimestrielle

Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par jour)	Flux		Périodicité minimale d'autosurveillance
			Maximum journalier (en g/j par défaut)	Pour information, % de contribution du flux admissible sur la masse d'eau	
Nickel	1386	0,009	4,32	7,22 %	Trimestrielle
Chrome	1389	0,009	4,32	8,50 %	Trimestrielle
Trichlorobenzènes	1774	0,0011	0,528	8,80 %	Semestrielle
Arsenic	1369	0,0015	0,72	5,80 %	Trimestrielle

* Valeurs Cibles : en cas de dépassement de ces valeurs, l'exploitant devra mettre en œuvre un plan d'actions visant à tendre vers la valeur cible.

Les substances suivantes sont présentes dans les rejets :

Nom de la substance	Code SANDRE
Cuivre	1392
Cyanures libres	1084
Fluoranthène	1517
Plomb	1382

Les rejets des substances qui ne sont pas réglementées ci-dessus sont interdits en concentration, au-delà de la norme de qualité environnementale.

La zone de mélange associé au rejet sera définie dans le délai d'un an par l'exploitant. Elle ne pourra pas dépasser :

- dix fois la largeur du cours d'eau au droit du point de rejet,
- dix pour cent de la longueur de la masse d'eau dans laquelle s'effectue le rejet,
- un kilomètre.

Les taux d'abattement minimaux que doit respecter la station d'épuration externe sont identifiés dans le tableau suivant. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection les justificatifs annuels du respect de ces taux par la station.

Taux d'abattement théorique STEU	MES	DBO5	DCO	NGL	Ptot
	96%	97%	92%	75%	90%

ARTICLE 6 – DOCUMENTS À TRANSMETTRE A L'INSPECTION

L'article 2.7. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 2011 est modifié comme suit :

Articles de l'APa du 18/10/2011	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
Art. 6.2.2	Rapport de mesures des niveaux sonores	Sous 6 mois après la mise en service de la filière dite filière Maïzena
Art. 7.2.4	Rapport d'étude foudre	Sous 6 mois après la mise en service de la filière dite filière Maïzena
Art 9.2.1	Rapport de mesures des émissions atmosphériques	Sous 6 mois après la mise en service de la filière dite filière Maïzena puis tous les 3 ans

Les autres dispositions de l'article 2.7 restant inchangé par ailleurs.

ARTICLE 7 – REJET ATMOSPHERIQUE

Article 7.1 – Rejets en toiture autre que les cheminées des chaufferies

L'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 2011 est complété comme suit :

« Process Amidon de Maïs

1 point de rejet en toiture sera créé dans le cadre de la mise en place de la filière Amidon de Maïs dite Maïzena. Ce point de rejet sera équipé d'un cyclofiltre afin de traiter notamment les poussières générées par le conditionnement de l'amidon de maïs. »

Les autres paramètres de l'article 3.2.5 restent inchangés par ailleurs.

ARTICLE 8 – DÉCHETS

Article 8.1 – Déchets produits par l'établissement

L'article 5.1.7. de l'arrêté préfectoral d'autorisation est modifié comme suit :

«

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Identification déchets	Type	Code déchets	Quantité maximale présente sur site	Capacité maximale annuel
Carton	DND	150101	15T	693T
Plastiques (housses et bidon plastiques non dangereux	DND	150102	28T	192T
Palettes	DND	150103	200T	200T
DIB en mélange ou déchet CSR	DND	200199	50T	1400T
Verre	DND	200122	15T	200T
Graine de moutarde	DND	020399	15T	200T
Papier	DND	150101	6T	7T
Graisse végétale déshydratée	DND	020304	30T	1000T
Son de moutarde	DND	020399	100T	4900T
Jus vinaigré	DND	020304	50T	9000T
Moutarde dilué	DND	020304	50T	2400T
Lie de vinaigre	DND	020399	7T	18 T

Identification déchets	Type	Code déchets	Quantité maximale présente sur site	Capacité maximale annuel
Bois	DND	200138	10T	20 T
Produit fini	DND	160306	30T	250T
Graisse végétale humide	DND	020304	30T	500T
Graisse alimentaire	DND	020304	30T	250T
Graine moutarde ou future déchet maïzena poudre	DND	020304	20T	200T
Enlèvement IBC	DND	150102	10T	50T
Enlèvement emballage (flaconnage et couvercle)	DND	150102	10T	50T
GLassine	DND	150101	20T	150T
Ferraille	DND	200140	10T	80T
Fut vide	DND	150102	20T	380T
Aluthène/ ALu	DND	200104	2T	9T
Eau grasse (bassin de lissage)	DND	020304	200T	1200T
DEE	DND	200136	1T	4T
Tubes fluorescent	DND	200121	1T	1T
Emballage souillés	DS	150110*	3T	30T
Soude dilué	DS	060204*	20T	60T
Eau avec Hydrocarbures	DS	130506*	6T	20T
Acides organiques liquide	DS	07 01 04*	0,4T	0,4T
Produit de laboratoire	DS	16 05 08*	0,1T	0,1T
Bombes aérosols	DS	160504*	0,01T	0,01T
DASRI	DS	180103*	0,05T	0,05T
Huiles usagées	DS	130113*	1T	1T

*Les déchets présentant un code déchet avec une astérisque sont des déchets dangereux

Article 8.2 – Limitation du stockage sur site

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Désignation	Quantité maximale annuelle produite (t)	Quantité maximale stockée sur site (t)	Durée maximale d'entreposage sur le site avant enlèvement	Lieu d'entreposage et condition de stockage
Déchets dangereux (dont déchets pharmaceutiques et chimiques, solvants, ...)	115T	35T	3 mois maxi	Cuve de stockage (pour la soude) Benne étanche emballage souillé Tube fluorescent/ Bombe aérosol dans carton prévue à cet effet DASRI dans carton prévu à cet effet
Déchets non dangereux	24000T	1000T	1 mois maxi	Zone déchet/ Zone de stockage fut et palette/ bâtiment CL
Déchets inertes				Pas de déchets inerte

ARTICLE 9 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société AMORA MAILLE.

ARTICLE 10 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1. et 2.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 11 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Côte d'Or, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de Chevigny-Saint-Sauveur sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée ainsi qu'au chef de l'UD-DREAL de Côte d'Or.

Fait à DIJON, le 07 juillet 2022

LE PREFET
SIGNE

Fabien SUDRY

VU POUR ETRE ANNEXE
A L'ARRETE PREFECTORAL
N°817 DU 07 JUILLET 2022
LE PREFET

SIGNE
Fabien SUDRY

